Ordonnance concernant les allègements fiscaux en faveur d'entreprises dans les zones économiques en redéploiement

du ...

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 12, al. 3, de la loi fédérale sur la politique régionale du 6 octobre 2006 (loi)¹,

arrête:

Art. 1 Zones économiques en redéploiement

¹ Sont réputées zones économiques en redéploiement les groupes de communes contiguës, liées entre elles par la structure économique et le marché du travail, et dans lesquels:

- a. un besoin particulier d'adaptation structurelle existe, notamment par suite d'une évolution de l'effectif de la population inférieure à celle de l'ensemble du pays, d'un niveau de revenus nettement plus bas que la moyenne nationale et d'une part des activités industrielles supérieure à la moyenne;
- b. le chômage moyen dépasse la moyenne nationale;
- c. le nombre des emplois a évolué de manière nettement plus défavorable qu'en moyenne nationale; ou
- d. des indices clairs montrent qu'une au moins des conditions énoncées aux let. b et c sera remplie à brève échéance, en particulier les perspectives d'évolution défavorables des branches économiques les plus importantes et des plus grandes entreprises.

² Les zones dont le revenu dépasse nettement la moyenne nationale ou qui, en raison d'une centralité élevée, disposent d'un potentiel de développement particulier ne sont pas réputées zones économiques en redéploiement, même lorsqu'elles remplissent les conditions de l'al. 1.

Art. 2 Détermination des zones économiques en redéploiement

¹ Le Département fédéral de l'économie (département) calcule pour chaque canton, à partir des indicateurs mentionnés à l'art. 1, la proportion de la population attribuable aux zones économiques en redéploiement. Il communique le résultat au canton.

² Le département détermine les zones économiques en redéploiement après avoir entendu les cantons.

¹ RS 901.0

Art. 3 Conditions d'octroi et ampleur de l'allégement fiscal de la Confédération

¹ Un allégement fiscal peut être accordé aux entreprises industrielles et aux entreprises de services proches de la production situées dans une zone économique en redéploiement pour des projets qui font preuve d'un haut degré d'innovation, d'une valeur ajoutée élevée et qui portent sur un marché qui s'étend au-delà de la zone économique en redéploiement. Ces projets doivent présenter une importance particulière pour l'économie régionale et permettre dans l'entreprise, chez ses fournisseurs ou chez ses partenaires:

- a. de créer de nouveaux emplois, ou
- b. de maintenir des emplois existants en les adaptant aux exigences nouvelles.

² L'importance particulière d'un projet pour l'économie régionale se détermine notamment en fonction des critères suivants:

- a. le nombre d'emplois créés dans la zone économique en redéploiement;
- b. l'ampleur des investissements planifiés dans la zone économique en redéploiement;
- c. l'ampleur des achats, commandes ou demandes de prestations planifiés ou réalisés dans la zone économique en redéploiement;
- d. la collaboration avec des institutions de recherche et de formation présentant un lien direct avec le projet.

³ L'allégement fiscal accordé par la Confédération ne peut pas excéder, quant à ses modalités, son importance et sa durée, celui accordé par le canton.

⁴ Lorsque la requérante est une entreprise de services proche de la production et que ses investissements en Suisse sont relativement faibles, la Confédération n'accorde l'allégement fiscal que si 20 emplois au moins sont créés dans la zone économique en redéploiement. L'allégement fiscal accordé par la Confédération n'excède pas 50 %. Si le projet est d'une importance particulière pour l'économie régionale, la Confédération peut exceptionnellement accorder un allégement fiscal plus important.

⁵ Un allégement fiscal peut uniquement être accordé si la décision cantonale d'octroi d'un allégement fiscal définit la durée et les modalités de remboursement d'un allégement fiscal touché indûment. Un allégement est considéré comme touché indûment notamment lorsque l'entreprise:

- a. n'a pas réalisé les éléments clé du plan d'affaires défini au préalable avec le canton, ou
- b. réalise un projet qui diffère considérablement du plan d'affaires initial.

Art. 4 Demande de l'allègement fiscal

La demande d'allègement fiscal doit être adressée au canton concerné. Elle comprendra un plan d'affaires accompagné d'une évaluation effectuée par une banque ou un expert indépendant ou jugé équivalent.

Art. 5 Proposition du canton

¹ Si le canton décide d'octroyer à la requérante un allègement fiscal cantonal il transmet le dossier complet au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) en y joignant sa décision et proposition sur l'allègement fiscal de la Confédération.

² Le canton:

- a. confirme au SECO sa décision conformément à l'art. 23, al. 3, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)²;
- b. fournit les informations nécessaires à l'appréciation des conditions d'octroi selon l'art. 3, et
- c. s'assure que le plan d'affaires au sens de l'art. 4 comprend une estimation des économies d'impôt réalisables.

Art. 6 Proposition du canton

Le département peut approuver la requête en tout ou partie. Il peut assortir l'octroi de l'allègement fiscal de conditions et charges propres à assurer le bon déroulement du projet.

Art. 7 Surveillance

¹ Le SECO surveille le respect des conditions et charges liées aux allègements accordés au sens de l'art. 6. Le canton est tenu de vérifier que les conditions d'octroi de l'art. 3 sont respectées, notamment que l'allègement fiscal n'a pas été touché indûment.

² Le canton informe annuellement le SECO du montant des bénéfices nets imposables pour lesquels il n'a pas prélevé l'impôt fédéral direct.

³ Le canton livre au SECO les données relatives au nombre d'emplois créés, aux investissements réalisés et toutes les autres données jugées nécessaires à l'évaluation des effets des allègements accordés.

Art. 8 Révocation

La révocation de la décision cantonale d'allègement fiscal conduit en principe à une révocation analogue de la décision fédérale.

² RS 642.14

Art. 9 Dispositions transitoires pour les allégements fiscaux

Les décisions d'allégements fiscaux rendues avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance continuent d'être régies par les dispositions de l'ordonnance d'exécution du 10 juin 1996³ sur l'aide en faveur des zones économiques en redéploiement et de l'ordonnance du 12 juin 2002 concernant la détermination des zones économiques en redéploiement⁴ jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 10 Dispositions transitoires pour les cautionnements

¹ Les cautionnements octroyés par décision avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance bénéficient des mesures transitoires de l'art. 9 jusqu'à leur extinction.

² Les engagements sous forme de cautionnement décidés avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance peuvent être prolongés jusqu'à huit ans au plus.

³La révocation de la décision cantonale concernant une arrière-caution conduit en principe à une révocation analogue de la décision fédérale de cautionnement.

Art. 11 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance d'exécution du 10 juin 1996 sur l'aide en faveur des zones économiques en redéploiement⁵ est abrogée.

Art. 12 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

... Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey
La chancelière de la Confédération, Annemarie Huber-Hotz

³ RO 1996 1922, 2000 187, 2001 3033, 2004 5113, 2006 4305

⁴ RO 2002 1521

⁵ RO 1996 1922, 2000 187, 2001 3033, 2004 5113, 2006 4305